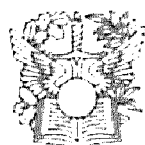


Le temps et le droit

Hommage au Professeur Closset-Marchal



bruylant

TABLE DES MATIÈRES

La loi, c'est la loi ! ... et nul n'est censé l'ignorer...	13
---	----

Sommaire	17
-----------------	----

Aperçu des nouvelles formes de confiscation en droit international et européen	21
---	----

Laure du CASTILLON

Introduction	21
I. – La confiscation des produits du crime en droit international et européen	24
A. – Instruments internationaux	24
B. – Politique de l'Union européenne	25
1. – Reconnaissance de la peine de confiscation et renforcement de la coopération judiciaire entre les États membres	25
2. – Les confiscations élargies : proposition de directive de la Commission sur le gel et la confiscation des produits du crime	28
II. – La confiscation en l'absence de condamnation pénale (article 5)	29
III. – La confiscation élargie (article 4)	34
IV. – La confiscation des avoirs des tiers (article 6)	37
V. – Avant-projet de loi portant des mesures diverses relatives à l'amélioration du recouvrement des peines patrimoniales et des frais de justice en matière pénale	38
Conclusion	40

Le temps en droit et en économie	43
Philippe COPPENS	
Introduction	43
I. – L'épreuve du temps	46
II. – Les fonctions du droit et de l'économie	51
III. – Le temps social de l'intersubjectivité	55
Conclusions	60
Le temps de la diligence	63
Georges-Albert DAL et Robert DE BAERDEMAEKER	
I. – De tout temps	64
II. – Le Code de déontologie de l'avocat	65
A. – Informer le conseil de la partie adverse	66
B. – Organisation de l'audience d'introduction	67
C. – La communication des pièces	67
D. – Communication des pièces de procédure	68
E. – L'acceptation d'une remise	68
F. – Réaménagement d'un délai pour conclure	68
G. – Demande de fixation	69
H. – Remises injustifiées	69
I. – Les convenances à la barre	69
J. – Signification d'un jugement	70
K. – Remise en matière pénale	70
III. – Réflexions	71
IV. – Et en Europe ?	72
V. – Lorsque les chevaux de la diligence s'emballent	72
VI. – La responsabilité civile	73
VII. – Le disciplinaire	74
VIII. – <i>Diligentia</i>	75
Bibliographie	76

La solidarité économique entre conjoints au fil du temps	77
Nathalie DANDOY	
Introduction	77
I. – Les mécanismes juridiques de solidarité conjugale à la faveur ou à l'épreuve du temps	78
A. – Les régimes matrimoniaux : une solidarité construite par le temps	78
B. – Les obligations alimentaires : évolution d'une indemnité intemporelle vers une solidarité ancrée dans le temps	81
1. – D'une indemnité intemporelle	81
2. – ... Vers une solidarité ancrée dans le temps	83
II. – L'intégration du temps dans la construction de la solidarité conjugale	86
A. – Le temps de la conjugalité	86
B. – Le temps de la solidarité	87
C. – Symbiose temporelle entre droit et pratiques sociales ?	88
Conclusion	91
La citation (en référé) du vendredi ou les avatars de l'article 53 du Code judiciaire	93
Cécile DE BOE et Anne DECROËS	
La copropriété et ses délais	103
Bertrand DE CONINCK et Olivier JAUNIAUX	
I. – La naissance de la copropriété	104
II. – Les délais et l'assemblée générale	107
A. – La convocation à l'assemblée générale	107
B. – Le procès-verbal de l'assemblée générale et la communication des décisions	108
C. – L'annulation des décisions de l'assemblée générale	110
III. – La mutation du lot	112
A. – L'information précontractuelle	113
1. – Avant la signature de la convention sous seing privé	113

2. – Avant la passation de l'acte authentique	117
B. – L'opposition extrajudiciaire en cas de vente d'un lot.....	119
IV. – Le contentieux : délais pour agir et prescription	124
A. – La récupération des charges.....	125
B. – Les actions en responsabilité.....	129
C. – Actions diverses prévues par le législateur	132

Délais surprises

Uniforme procestermijnen : een noodzaak voor een tuchtprocesrecht van deze tijd ...	137
Beatrijs DECONINCK et Piet Taelman	

Les dispositions constitutionnelles transitoires

Francis DELPÉRÉE

I. – L'exercice de la fonction constituante transitoire	161
II. – Le contrôle de la fonction constituante transitoire	164

Prendre le temps de lire le droit, comprendre un arrêt de la Cour de cassation

Jean-François van DROOGHENBROECK

Prologue.....	167
I. – Question(s) de style(s).....	168
II. – Indications pour une lecture dynamique.....	169
A. – Le sommaire.....	169
B. – L'original ou la traduction.....	170
C. – Les conclusions du ministère public.....	170
D. – La rubrique « III. Les faits ».....	171
E. – Les moyens de cassation.....	171
F. – La décision de la Cour – Les motifs.....	173
1. – Enjeux et portée.....	173
2. – Typologie.....	175
G. – La décision de la Cour (suite) – Le dispositif.....	177
1. – Le principe du renvoi : règle et exceptions.....	177
2. – À qui renvoyer ?.....	178
III. – La compréhension d'un arrêt.....	179
A. – Arrêts de rejet.....	180
B. – Arrêts de cassation.....	182

L'étendue de la garantie dans le temps et les assurances de la responsabilité civile

Bernard DUBUISSON et Vincent CALLEWAERT

I. – Les enjeux et les moyens.....	186
A. – Position du problème	186
B. – Étendue de la garantie dans le temps et prescription	188
C. – Étendue de la garantie dans le temps et durée du contrat.....	189
D. – Les éléments déclencheurs (triggers).....	189
1. – Fait générateur ou événement dommageable (act committed basis)	190
2. – Survenance du dommage (loss occurrence basis) ...	191
3. – Réclamation de la victime (claims made basis)	192
E. – Régulation ou absence de régulation ?.....	193
II. – La réglementation belge.....	195
A. – La loi du 25 juin 1992 avant la réforme de 1994	195
B. – Le régime actuel (article 78 LCAT)	195
1. – Une réglementation limitée au risque de postériorité	195
2. – Le principe : la couverture du risque de postériorité	196
3. – Le régime d'exception.....	196
C. – Les questions	197
1. – La durée de la garantie minimale de postériorité... ..	198
2. – La succession de contrats dans le temps.....	199

La destination du père de famille : un aménagement au potentiel effet créateur et extinctif de servitude.....

Isabelle DURANT

I. – Le temps peut faire œuvre créatrice ou quand « l'usage actuel de la chose est déterminé à l'aune de la destination préalablement fixée ».....	204
A. – Une valse à deux temps.....	204
B. – Une valse à plus de deux conditions.....	209
1. – L'intention de créer une servitude	209
2. – La division ou la séparation des fonds avec maintien du lien de service.....	213

3. – L'apparence d'une servitude continue et apparente.....	213
II. – Le temps ne fait pas nécessairement œuvre créatrice ou quand la volonté est de « briser le rapport de destination ».....	215
A. – L'effacement de l'affectation.....	216
B. – L'arrêt de la Cour de cassation du 25 mars 2013.....	219
 « Time is of the essence » : Réflexions comparatives sur la ponctualité en droit des contrats.....	
Marcel FONTAINE	
I. – Droit romain.....	224
II. – Aperçu comparatif.....	225
A. – Droit anglais.....	225
B. – Droit allemand.....	226
C. – Instruments internationaux.....	228
1. – Convention sur les contrats de vente internationale de marchandises.....	228
2. – Principes d'Unidroit.....	229
3. – Principes de droit européen du contrat, cadre commun de référence, projet de droit commun européen de la vente.....	230
D. – Droit belge.....	232
III. – Réflexions finales.....	234
 La durée raisonnable du procès civil en Italie.....	
Mariacarla GIORGETTI	
I. – Le principe de la durée raisonnable du procès dans la législation et la jurisprudence européenne : la genèse de la loi 89/2001 (dite « loi Pinto »).....	241
II. – Le contenu de la loi Pinto dans sa formulation initiale.....	243
III. – La « durée raisonnable » dans le dialogue complexe entre la Cour européenne et la jurisprudence interne.....	246
IV. – Les réformes apportées par la loi n° 134/2012.....	248
A. – Les modifications apportées à l'article 2 de la loi Pinto : nouveaux critères de détermination de la durée raisonnable du procès.....	249

B. – Le nouvel article 2bis de la loi Pinto et la liquidation de l'indemnisation.....	252
C. – Le délai de présentation du recours aux termes du nouvel article 4 de la loi Pinto.....	253
V. – Les critères d'évaluation de la durée raisonnable : les interprétations de la législation précédente.....	257
A. – La complexité du cas.....	258
B. – Le comportement des parties.....	259
C. – Le comportement des autorités judiciaires compétentes.....	260
VI. – La « durée raisonnable du procès civil » dans la jurisprudence italienne la plus récente à la lumière des spécificités du procès civil italien.....	261
 The European Small Claims Procedure in the context of the European law of civil procedure.....	
Burkhard HESS	
Introduction : Initiating legal action after unpleasant holidays in Europe.....	267
I. – Deficiencies of the Small Claims Procedure.....	270
A. – An unclear legislative concept.....	270
B. – Cross-border and domestic cases.....	271
C. – Simplification and acceleration of the proceedings.....	272
D. – Unsettled interfaces with the national procedures.....	273
II. – Deficiencies of European law-making in procedural law.....	274
A. – Sectorial approaches and legislative piecemeal.....	274
B. – European procedures in national adjudicative systems.....	276
C. – Choosing the appropriate legislative instrument.....	278
III. – Possible ways to improve the ESCP.....	278
A. – Raising the threshold from 2,000 € to 10,000 €?.....	278
B. – Addressing horizontal and vertical interfaces of the ESCP.....	279
IV. – The need for a comprehensive approach.....	280

Le cadrage temporel des litiges devant La Cour européenne des droits de l'homme : réflexion au départ de l'arrêt S.H. et autres c. Autriche du 3 novembre 2011	
Arnaud HOC et Geoffrey WILLEMS	
Introduction	283
I. – L'arrêt S.H. et autres c. Autriche	284
A. – Faits et procédure	284
B. – L'arrêt de Grande chambre	285
1. – La position de la majorité	285
2. – L'opinion dissidente	287
II. – Une pluralité d'enjeux temporels	289
A. – La survenance de faits nouveaux	289
1. – Un principe : l'approche <i>ex tunc</i>	289
2. – Deux exceptions : violations continues et contentieux de l'expulsion	291
a) Violations continues	291
b) Contentieux de l'expulsion	292
3. – Une limite : la production de nouvelles preuves	293
4. – En pratique : la prise en compte de faits nouveaux	293
5. – Conclusion : nécessité méthodologique d'une approche <i>ex tunc</i>	295
B. – L'évolution du droit interne	296
1. – Le droit conventionnel « rattrapé »	297
a) La position initiale isolée de l'évolution ultérieure du droit interne : approche <i>ex tunc</i>	297
b) La position initiale occultée par l'évolution ultérieure du droit interne : approche <i>ex nunc</i>	299
c) L'appréhension séquentielle de l'évolution du droit interne : approche <i>diachronique</i>	300
2. – Le droit interne « distancé » : <i>S.H. et autres</i>	300
3. – L'évolution synchronisée du droit interne et du droit conventionnel : <i>Schalk et Kopf</i>	302
4. – Essai de modélisation : les deux missions de la Cour européenne	303
5. – Conclusion : nécessité méthodologique d'une perspective diachronique	306
Conclusion	307

L'ami de la Cour	
Guy HORMANS	
I. – Le juge	311
II. – L'intervention des amis de la Cour	318
III. – L'invitation des amis de la Cour	326
l'Accélération de la procédure par uniformisation, simplification, standardisation et accentuation de l'autonomie des parties : une perspective européenne	
Stefan HUBER	
I. – Accélération par uniformisation : du recours au droit national vers une application autonome	337
A. – Uniformisation des règles de compétence	337
1. – La compétence en matière contractuelle	338
2. – Prorogation de compétence	340
3. – Le critère du siège social	342
B. – Uniformisation des règles de notification et de signification	343
II. – D'une procédure d'exéquat simplifiée à la force exécutoire transfrontalière	344
III. – Accélération par l'accentuation de l'autonomie des parties	347
IV. – Rétrospective et avenir	348
De quelques délais en droit judiciaire	
Pauline KNAEPEN, Bénédicte PETIT et Justin VANDERSCHUREN	
I. – Le délai de citation	352
A. – Le délai de citation : généralités	353
1. – Le délai ordinaire de citation	353
2. – L'abréviation du délai de citation	353
3. – L'augmentation du délai de citation	354
B. – Le délai de citation : applications particulières	354
1. – Le délai de citation en référé	354
2. – Le délai de citation devant le juge des saisies	355
3. – L'introduction de la cause par requête contradictoire	355

C - La computation du délai	356
D - La sanction de l'inobservation du délai.....	356
II. - L'appel.....	359
A. - Le délai d'appel.....	360
1. - Le point de départ.....	360
2. - La durée et la computation du délai.....	362
3. - La sanction de l'inobservation du délai.....	364
B. - Le délai de comparution.....	365
1. - Le délai ordinaire.....	365
2. - Le délai en référé.....	365
3. - Le point de départ et la computation du délai.....	366
4. - La sanction de l'inobservation du délai.....	366
III. - L'opposition.....	366
A. - Le délai d'opposition.....	367
1. - Le point de départ.....	367
2. - La durée et la computation du délai.....	368
3. - La sanction de l'inobservation du délai.....	369
B. - Le délai de comparution.....	369
1. - Le délai ordinaire.....	369
2. - Le délai en référé.....	370
3. - Le point de départ et la computation du délai.....	371
4. - La sanction de l'inobservation du délai.....	371
IV. - La tierce opposition.....	371
A. - Le délai de tierce opposition.....	372
1. - Le délai ordinaire.....	372
2. - Le délai en matière de décisions rendues sur requête unilatérale.....	374
3. - Les délais particuliers.....	378
B. - Le délai de comparution.....	380
1. - Le délai de droit commun (principe et sanction)...	380
2. - Les ordonnances prononcées en référé et par le juge des saisies.....	381

Structural aspects of harmonization in European insolvency law.....

383

Björn LAUKEMANN

Introduction.....	383
A. - The status quo : Plurality of concepts, regulatory fields and approaches.....	383
B. - General consequences.....	385
I. - Harmonization processes in European insolvency law.....	387
A. - Interactions between EU law and national insolvency law.....	387
B. - Competition of national insolvency systems	389
II. - Fields of procedural harmonization at EU level.....	392

Le temps dans le procès civil : réflexions sur la procrastination judiciaire.....

Georges de LEVAL et Jacques van COMPERNOLLE

I. - La procrastination positive.....	397
A. - Le temps nécessaire.....	397
B. - Le temps utile.....	398
C. - Un temps adapté au litige sous le contrôle actif du juge.....	399
D. - Utilisation optimale du temps de l'audience et du délibéré.....	401
II. - La procrastination négative.....	403
A. - L'arriéré judiciaire, un mal endémique.....	403
B. - Les enseignements des travaux centrés sur la mesure de la charge de travail.....	405
C. - Faut-il instaurer la prescription du lien d'instance ?.....	408
Conclusion.....	410

Le principe *tempus regit actum* dans le procès civil italien.....

Francesca LOCATELLI

Introduction.....	411
I. - <i>Ratio</i> du principe <i>tempus regit actum</i>	412
II. - Réglementation successive et rapports en cours non conclus.....	415

III. – <i>Tempus regit actum</i> ou <i>tempus regit processum</i> ?	417
IV. – La prévision d'une discipline transitoire.....	419
V. – Applications récentes dans le droit procédural civil italien – Un cas représentatif : la discipline contenue dans l'article 58 de la loi 69/2009.....	420
VI. – Les effets temporels des sentences émises par la Cour constitutionnelle : un concept similaire.....	423
Considérations conclusives.....	425

**Inexécution des décisions prises en matière familiale :
comment gérer l'urgence ?**

**Comparaison des réponses offertes
par le droit judiciaire belge et italien.....**

Sara MAFFEI

Introduction.....	429
I. – La nécessité d'une exécution urgente des décisions relatives aux obligations patrimoniales.....	432
A. – La saisie conservatoire et le <i>sequestro</i> de l'article 146 du Code civil.....	433
B. – Le compte bancaire réservé au règlement des contributions alimentaires (article 203bis, § 4, du Code civil) et la <i>parziale deviazione del flusso</i> <i>di reddito dell'altro coniuge</i> de l'article 148 du Code civil.....	434
C. – La délégation de sommes et l'ordre à des tiers conformément à l'article 156, alinéa 6, du Code civil et à l'article 8 de la loi sur le divorce.....	435
D. – Le service des créances alimentaires.....	436
II. – Les obligations personnelles découlant de la crise de la famille.....	436
Conclusions.....	439

La rétroactivité des lois fiscales nationales :

à la recherche de l'impôt perdu.....

Jacques MALHERBE et Philip DAENEN

Introduction.....	441
I. – Le principe de non-rétroactivité.....	430

A. – En général.....	442
B. – En matière fiscale.....	444
1. – Qu'entend-on par « rétroactivité » ?.....	444
2. – La rétroactivité dans la pratique – La jurisprudence.....	446
a) La rétroactivité est compatible avec la sécurité juridique.....	446
b) Justification de la rétroactivité.....	446
1) En général.....	446
2) Les autres motifs de justification.....	449
3. – Effet d'annonce.....	451
4. – Loi interprétative versus loi rétroactive et litiges en cours.....	452
a) Loi interprétative : notions.....	452
b) Les lois interprétatives et la Cour constitutionnelle.....	453
II. – Le principe de non-rétroactivité dans le contexte européen.....	456
A. – La Cour européenne des droits de l'homme.....	456
1. – Article 6.1 de la Convention des droits de l'homme.....	457
a) La Cour européenne des droits de l'homme.....	445
b) La Cour constitutionnelle belge.....	459
2. – Article 1 ^{er} du Premier Protocole.....	459
a) Cour européenne des droits de l'homme.....	459
b) Cour constitutionnelle.....	464
B. – La Cour de justice de l'Union européenne.....	465
III. – Rétroactivité des arrêts de la C.J.U.E.....	455
A. – Conditions de restriction des effets temporels d'un arrêt de la C.J.U.E.....	468
1. – Demande.....	468
2. – Risque d'un dommage économique grave.....	469
3. – Bonne foi – Incertitude (légale) objective.....	470
B. – Conséquences de la limitation des effets temporels.....	472
Conclusion.....	473
L'astreinte et le temps : quelques réflexions.....	475
Olivier MIGNOLET	
Introduction.....	475
I. – Les racines de la prescription de l'astreinte.....	475

II. - Le juge compétent pour se prononcer sur la prescription de l'astreinte.....	477
III. - Le calcul du délai de prescription.....	478
IV. - Interrompre ou suspendre la prescription de l'astreinte.....	482
A. - Règles générales.....	482
B. - La suspension de la prescription de l'astreinte.....	482
1. - Les causes du droit commun.....	482
2. - En cas de recours ordinaire.....	482
3. - Les hypothèses liées aux alinéas 2 et 3 de l'article 1385octies du Code judiciaire.....	483
C. - L'interruption de la prescription de l'astreinte.....	485
1. - Les actes interruptifs de prescription.....	485
a) La citation en justice, pour autant que la demande ait trait à l'astreinte.....	485
b) « L'acte d'avocat » ou équivalent.....	486
c) Un commandement ou une saisie qu'elle soit conservatoire ou exécutoire.....	487
d) Une reconnaissance de la dette d'astreinte.....	488
2. - L'effet de l'acte interruptif.....	488
a) En cas de « citation » (ou d'acte équivalent) qui a trait aux astreintes concernées et qui émane du créancier.....	489
b) Si l'acte interruptif est une saisie-exécution.....	489
c) Si l'acte interruptif est un commandement.....	489
 L'office du juge en matière de prescription.....	493
Dominique MOUGENOT	
 Considérations sur l'abrogation de l'acte administratif réglementaire.....	501
David RENDERS et Benoit GORS	
I. - La mutabilité de l'acte réglementaire, en général.....	502
II. - L'abrogation de l'acte réglementaire, en particulier.....	508
 Le droit entre espace et temps.....	521
François RIGAUX	
Introduction.....	521
I. - Les conflits de souveraineté.....	523

II. - Les conflits mobiles.....	525
III. - La théorie des droits acquis.....	528
 De verjaring van de tuchtvoeding.....	531
Stefan RUTTEN	
I. - De redelijke termijn en de verjaring van de tuchtvoeding.....	531
A. - Beroepen zonder regeling van de verjaring.....	534
B. - Beroepen met een wettelijke regeling inzake de verjaring.....	535
II. - De invloed van een strafrechtelijk onderzoek of de strafvervolgung op de verjaring.....	539
III. - Besluit: enkele suggesties voor een modelregeling.....	542
 L'autonomie de la personne en matière médicale : du début à la fin de la vie.....	543
Geneviève SCHAMPS	
I. - Le début de la vie.....	544
A. - Le refus de la procréation.....	544
1. - La contraception et la stérilisation.....	544
2. - L'interruption volontaire de grossesse.....	545
B. - Les interventions liées à la procréation médicalement assistée.....	546
1. - La procréation médicalement assistée.....	547
a) Les conditions d'accès à la procréation médicalement assistée.....	547
b) La destination des embryons et des gamètes surnuméraires.....	548
c) Le diagnostic génétique préimplantatoire.....	549
d) L'implantation ou l'insémination post-mortem.....	550
e) Le don d'embryons surnuméraires ou de gamètes.....	550
2. - La gestation pour autrui.....	551
II. - Le cours de la vie.....	553
A. - Les interventions effectuées dans son intérêt.....	553
1. - Les soins de santé.....	553
2. - Les actes de médecine ou de chirurgie esthétique.....	555
3. - Les opérations de conversion sexuelle.....	557
B. - Les interventions consenties à titre de solidarité.....	558
1. - Le don d'organe.....	558

III. - La procédure ordinaire de première instance	666
IV. - Procédures sommaires	674
V. - Procédures extraordinaires	676
VI. - Le jugement	678
VII. - Recours et délais	681
VIII. - Procédures spéciales : les juges de paix	681
Conclusion	682